



- Accueil
- Conseils
- Réalités
- Santé
- Collectif de victimes
- Témoignages
- Justice
- Oppositions
- News
- Accidents
- Films
- Livres
- Chansons
- Satires
- Posters
- Friends
- Contact
- Chaîne YouTube
- Je suis NOTME

Dernière mise à jour : 8 février 2019

Pour être informé(e) des nouveaux articles : Saisissez votre adresse e-mail Saisissez votre pays

Le Figaro 8 février 2019 France

Les éoliennes, ces autres « fâcheuses » du grand débat

Avec leur prolifération, l'« inacceptabilité sociale » est si élevée que certaines sont dégradées, à l'instar des radars. Citoyens et élus saisissent la balle des « gilets jaunes » au bond pour faire entendre leur colère.



Des éoliennes installées à proximité d'habitations, dans le nord de la France. (Philippe Turpin/Belpress/Andia)

J'aime 1 Partager Tweeter Partager

Par Stéphane Kovacs

C'est une multitude de vents contraires qui soufflent sur les éoliennes. Défenseurs du patrimoine, amis des oiseaux, protecteurs de l'environnement, anarchistes, zadistes, marins-pêcheurs, châtelains, parlementaires ou « gilets jaunes », des voix de plus en plus disparates s'élèvent contre ces gigantesques pylônes qui envahissent nos paysages. « La France connaît une véritable crise de saturation de l'implantation des éoliennes, s'alarmait il y a six mois, dans *Le Figaro*, un collectif de députés de la majorité comme de l'opposition. L'acceptabilité sociale est tellement faible qu'on arrive à un niveau de taux de recours de l'ordre de 70 % sur toute la France. » Alors que le gouvernement veut multiplier par environ 2,5 la capacité installée d'éoliennes terrestres en dix ans (soit 15 000 mâts sur le territoire métropolitain à horizon 2028, contre 8 000 fin 2018), partout la colère gronde. Lors de la consultation en ligne menée jusqu'à début janvier par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), la « fin des subventions à l'éolien » est arrivée en tête des contributions les plus votées dans la catégorie « transition écologique », et en quatrième position de l'ensemble des revendications. Quant à la plateforme consultative du grand débat national, le thème y est âprement débattu.

Ce samedi, ce n'est pas en gilet jaune mais avec une écharpe blanche que les manifestants sont attendus à la tour Montparnasse, à Paris. « Les promoteurs installent à présent des éoliennes de 200 à 240 mètres de haut ; c'est la taille de cette tour », expliquent les organisateurs, qui s'effarent de « ce gaspillage écologique et économique ».

Sur le site du grand débat, quelque quatre cents propositions concernent l'éolien. Et même si certains demanderaient bien « l'installation gratuite d'une éolienne domestique », la quasi-totalité crie « stop aux implantations ! ». « L'éolien est une mauvaise — et coûteuse — solution alternative, affirme par exemple Renate. Trop peu ou trop de vent, obligation de recourir aux centrales à gaz pour suppléer, paysages abîmés. Préservons le tourisme ! »

« Les éoliennes sont actuellement implantées sans aucune concertation nationale, se plaint une autre internaute. Comme les sociétés privées qui les implantent sont subventionnées par notre facture d'électricité, ces entreprises voient bien plus l'appât du gain que la transition énergétique. Les experts mandatés sont à la botte du promoteur et aucune étude sérieuse n'est faite sur le rendement réel, le bruit, les infrasons, mais aussi les animaux malades et l'hécatombe des oiseaux. »

À la suite de « plaintes croissantes » d'associations de riverains affirmant souffrir de troubles fonctionnels, l'Académie de médecine évoque un « syndrome des éoliennes ». Quant aux associations de préservation de la nature, elles s'alarment aussi de ces grandes hélices qui tuent des milliers d'oiseaux et des turbines qui perturbent les écosystèmes. « Dans le domaine de l'éolien comme dans d'autres, souligne Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), la conciliation des enjeux énergétique et naturaliste ne pourra s'exonérer ni d'une planification effective, visant notamment à préserver les réservoirs de biodiversité, ni d'une réelle concertation lors du développement des projets. »

Puisque « la crise des "gilets jaunes" a montré qu'il y avait un problème d'opacité des dépenses publiques », le député LR Julien Aubert vient de demander la création d'une commission d'enquête sur « l'impact économique, industriel et environnemental des énergies renouvelables, la transparence des financements et l'acceptabilité sociale des politiques de transition énergétique ».

Président de la région des Hauts-de-France, où « 70 % des projets sont contestés devant les tribunaux », Xavier Bertrand tape du poing sur la table : « Alors que s'ouvre le grand débat, un décret scélérat vient de paraître qui fait reculer les possibilités pour les habitants concernés de donner leur avis sur les projets de construction d'éoliennes (lire page 4), s'indigne-t-il. On voudrait museler la population qu'on ne s'y prendrait pas autrement ! Si l'État ne revient pas sur sa décision, la région organisera elle-même des réunions sous contrôle d'huissier. Cela fait d'ailleurs deux mois qu'on en organise sur l'éolien, et même dans de petites communes, cela attire plus de deux cents personnes. Les gens se sentent piétinés par le lobby éolien ; j'en entends de plus en plus qui ont l'intention d'empêcher physiquement de nouvelles installations. »

Fin janvier, deux éoliennes ont été endommagées par un incendie volontaire à Roussas, dans la Drôme, six mois après un précédent sinistre qui avait détruit une éolienne dans une localité voisine. « Après dix ans de combats, on est à un véritable tournant : l'inacceptabilité sociale est à son comble, analyse Fabien Bouglé, lanceur d'alerte et porte-parole du réseau anti-éolien Ulysse. Cette série de sabotages d'éoliennes, qui s'accélère dans toute la France, est un phénomène inquiétant, qu'on pourrait rapprocher des dégradations de radars : il montre la radicalisation de la population, tant sur la question de la vitesse que sur les éoliennes ».

